

Cela se passe maintenant au cœur de l'Europe

Nous avons vu ce qui se passe dans un État lorsque les citoyens sont poussés les uns contre les autres afin de les distraire des manœuvres et des responsabilités du pouvoir établi : c'est arrivé en Allemagne, au Rwanda, dans l'ex-Yougoslavie.

Nous avons vu l'apartheid à l'œuvre, la discrimination sur la base de prétentions peu convaincantes de supériorité d'une section de citoyens sur les autres : cela s'est produit aux États-Unis, en Afrique du Sud, au Botswana.

Nous avons été témoins de l'arrogance de l'État totalitaire qui prétend s'introduire dans la vie privée des citoyens, décidant de ce qui est bon pour leur âme et leur corps, sous le prétexte du bénéfice du collectif sur l'individuel : c'est arrivé avec les Mayas, en Union soviétique, en Chine.

Nous avons vu le totalitarisme être scientifiquement instillé et cultivé in vitro, puis approuvé par un vote populaire, soutenu par le mensonge, la propagande massive et l'intimidation : cela s'est produit en Italie, en Allemagne, dans les anciennes républiques soviétiques.

Cela se produit à nouveau au cœur de l'Europe hautement civilisée dont les traités et les règlements, créés dans le but de laisser derrière eux un passé embarrassant, sont ignorés de manière flagrante face aux règles insensées que les gouvernements adoptent dans le but déclaré, aussi mensonger que vain, de limiter la pandémie.

C'est ce qui se passe **maintenant** en Italie.

En Italie, on a **maintenant** réintroduit la haine sociale, en créant des boucs émissaires pour cacher le fait que les vaccins n'arrêtent ni la contagion ni la maladie ; en Italie, on a maintenant adopté des lois qui empêchent les citoyens non vaccinés de voyager dans les transports publics (même depuis les îles !). En Italie, toutes les personnes de plus de 50 ans sont **maintenant** obligées de se faire inoculer un sérum expérimental dont on ne connaît pas la composition et le contenu exacts, ni le contrat qui régit les rapports entre les institutions et les fabricants de produits pharmaceutiques. En Italie, l'État prétend **maintenant** pouvoir décider de la façon dont un citoyen doit vivre et mourir, lorsqu'il déclare qu'il est obligé de ne pas contracter la maladie de Covid au prix de contracter d'autres types d'affections, y compris des affections invalidantes ou mortelles.

Tout cela se passe **maintenant** en Italie ; nous le dénonçons parce que chaque jour nous nous rapprochons de cette horreur et de cette honte que, en tant que citoyens du monde libre, nous avons juré de ne plus jamais connaître.

En Italie, depuis plus de dix ans, les gouvernements n'ont ni représenté ni exprimé la volonté du peuple, et le pacte social entre le gouvernement et le peuple représenté par la sécurité juridique a été rompu.

Au lieu de prendre des mesures immédiates pour rétablir les conditions de légalité et de démocratie, les institutions européennes poursuivent leur surdité, signe de complicité, qui conduira au rejet par les citoyens de chaque accord, chaque clause, chaque traité et chaque contrat qui a été frauduleusement conclu et mis en œuvre contre la volonté et le mandat du peuple et, de surcroît, à son détriment.

Ce qui s'est passé ces derniers jours montre que de profondes lignes de fracture ont été secouées en Italie, un nouvel esprit imprègne le pays réel : des compétences, des capacités, des intelligences, des connaissances, des témoignages et des preuves de résistance civile ont émergé et ont décidé de faire un bout de chemin ensemble, témoignant de la capacité de ce pays à se relever par ses propres forces, mais aussi de la nécessité et du désir de se réunir et de marcher ensemble avec les autres peuples dans un nouveau pacte contre la nouvelle tyrannie : rien ne peut être comme avant et tout doit être révélé et connu.

C'est ce qui se passe **maintenant** en Italie et c'est pourquoi nous demandons à d'autres voix de se faire entendre ensemble dans l'intérêt commun.